



communiqué

N°:

No.:

135

Le 26 septembre 1985

LETTRE A ROD MURPHY, DEPUTE

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, le Très honorable Joe Clark, a publié aujourd'hui le texte d'une lettre datée du 24 septembre à M. Rod Murphy, député. Voici ce que dit la lettre:

" Monsieur le Député,

Le Premier ministre m'a transmis la lettre que vous lui avez adressée le 23 septembre concernant les observations que j'ai faites récemment à propos des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Vous vous plaignez du fait que la politique du Canada n'est pas claire. Je répondrai à cela qu'elle est très claire pour tous, sauf pour ceux qui s'empressent tout à la fois de la condamner et de l'applaudir.

Dans mes déclarations du 6 juillet et du 13 septembre, j'ai indiqué que le gouvernement du Canada ne désire pas appliquer de sanctions économiques globales contre l'Afrique du Sud. Les sanctions limitées que nous avons annoncées sont destinées à forcer le gouvernement de ce pays à faire cesser l'apartheid. Si elles y réussissent, des sanctions globales ne seront plus nécessaires.

Notre politique est modérée. Nous avons manifestement l'intention de procéder graduellement et d'accentuer les pressions jusqu'à ce que des réformes soient appliquées en Afrique du Sud.

Depuis le début, je n'ai jamais rien caché aux Canadiens. Bien que beaucoup de monde, dont des membres de votre caucus, aient demandé des sanctions globales immédiates, j'ai eu à coeur de faire savoir aux Canadiens quel serait le prix de cette politique. Jusqu'à présent, c'est le monde des affaires qui a assumé les frais découlant des mesures que nous prenons. Si des sanctions économiques globales doivent être adoptées, tous les Canadiens devront alors en payer le prix.

Personnellement, je suis heureux que le débat ait été lancé. En effet, ceux qui sont en faveur de sanctions globales ne pourront plus tromper les Canadiens sur les conséquences que de telles mesures auront pour notre pays, sinon pour l'Afrique du Sud. Comme je n'ai ni le désir ni l'intention de mettre en danger des emplois à Flin Flon ou ailleurs au Canada, j'ai encouragé mes collègues à adopter une politique qui serve de guide de l'opinion internationale, tout en évitant des mesures qui pourraient avoir des répercussions plus graves sur notre pays que sur l'Afrique du Sud. Très franchement, j'estime que la population de Flin Flon et d'ailleurs peut plus facilement s'en remettre à la politique progressive du gouvernement qu'aux déclarations enflammées et aux appels à des sanctions économiques globales.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, mes salutations distinguées.

Joe Clark"